



BRUXELLES : LE CAPITAL AUX COMMANDES

Les cours de bourse ont salué par une envolée l'accord pour « sauver l'euro ». Rien que ce fait est inquiétant pour ceux qui vont réellement payer la facture, les peuples européens. Car maintenant vient l'heure de comptes et des précisions du règlement de cette facture de 350 milliards d'euros. Pour la France c'est Fillon qui vendredi a tergiversé pour nous annoncer que son montant s'élèverait à 15 milliards d'euros !

Avec la guerre en Libye et d'autres exemples, une nouvelle fois, quand il s'agit de préserver les intérêts du capital, là ils n'hésitent pas à gonfler le déficit, là il n'est plus question de la dette que "nous allons laisser à nos enfants". Pourtant 15 milliards, ça en fait des postes d'enseignants, d'infirmiers, d'agent de l'ONF ou de l'équipement etc... qui pourraient être préservés ou créés.

Bien entendu les autres populations des pays européens concernés vont eux aussi subir ou continuer à subir « cet accord historique » comme le titre Les Echos. Et c'est à coup de plans d'austérité, de baisse des salaires et de casse ou de bradage de services publics que le capital va résoudre ses problèmes.

Avec cette crise, ceux qui prétendent au changement en 2012 sont amenés à se dévoiler un peu plus. Noyant l'essentiel sous des aspects technico-financiers, ils veulent faire croire qu'il n'y a pas d'autre solution. A gauche Aubry et Hollande martèlent que la France devra redescendre son déficit à 3% du PIB dès 2013. On devine aisément les recettes qu'ils comptent utiliser.

Ainsi M. Aubry a récemment téléphoné à 12 leaders socialistes européens, dont le premier ministre grec Papandréou, celui qui inflige aux grecs une cure d'austérité sans précédent en bradant son pays (voir article sur la Grèce). Hollande de son côté n'est pas en reste et prévient que « le candidat qui annonce qu'il n'y aura pas d'effort supplémentaire en 2012 sera un président qui se parjurera. » Quant à lui effectivement, on peut lui faire confiance, il tiendra ses engagements à l'égard du capital.

Plus ou moins discrètement, tous les autres candidats de tous les partis sont sur la même longueur d'ondes. Ainsi Besancenot milite avec le NPA pour « la mise en place d'un service public bancaire européen ». En fait il rejoint là bien d'autres qui, à gauche comme à droite veulent le renforcement de l'Europe du capital et profitent de cette période pour en demander un peu plus. On parle aussi beaucoup aujourd'hui de gouvernance économique de l'Europe, d'un ministre des finances européen etc...

L'Europe n'a pas été créée dans l'intérêt de ses populations. Ainsi jeudi à Bruxelles les hommes politiques ont même refusé la création d'une taxe sur les transactions financières, pourtant loin d'être révolutionnaire. Le capital ne supporte pas de voir égratigner ses profits !

Quant à M. Le Pen, sa démagogie à l'égard d'un électorat déboussolé ne peut pas nous faire oublier que ses élus au parlement européen (ou en France) ont toujours voté avec la droite. Ils sont en fait tous d'accord, admettant que le capitalisme est le seul modèle économique et politique. Le capital qui n'a plus maintenant qu'un problème en 2012 : choisir lequel d'entre eux le servira le mieux !